

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

**RAPPORTS SEMESTRIELS AU TITRE DE
L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD**

Révision

1. Les Membres qui ont présenté des rapports semestriels, des rapports indiquant qu'aucune action n'a été menée, ou des notifications uniques, depuis la dernière version du document, sont indiqués en **caractères gras**. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur leurs actions en matière de droits compensateurs pendant la période allant du **1^{er} janvier au 30 juin 2023**: Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; États-Unis; Inde; Mexique; Royaume-Uni; Union européenne; et Viet Nam.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas mené d'actions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du Sud ¹	Émirats arabes unis ²	Macédoine du Nord	Pérou ⁵
Albanie	Eswatini ⁴	Madagascar	Philippines
Arabie saoudite,	Fédération de	Malaisie	Qatar ²
Royaume d' ²	Russie ³	Maroc	République dominicaine
Argentine	Honduras	Monténégro	République kirghize ³
Arménie ³	Indonésie	Namibie ⁴	Singapour
Bahreïn, Royaume	Israël	Nicaragua	Taipei chinois ⁵
de ²	Jamaïque	Norvège	Thaïlande
Botswana ⁴	Japon	Nouvelle-Zélande	Trinité-et-Tobago
Chili	Jordanie	Oman ²	Türkiye ⁵
Corée, République de	Kazakhstan ³	Pakistan	Ukraine
Costa Rica	Koweït, État du ²	Panama	
El Salvador	Lesotho ⁴	Paraguay	

3. Les Membres ci-après, qui ont notifié les autorités compétentes, n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Bangladesh; Bolivie, État plurinational de; Égypte; Équateur; Fidji; Ghana; Guatemala; Moldova, République de; Nigéria; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Samoa; Tunisie; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du; et Zimbabwe.

4. Les Membres ci-après, qui n'ont pas notifié d'autorités compétentes, n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Antigua-et-Barbuda; Brunéi Darussalam; Cabo Verde; Djibouti; Grenade; Guinée-Bissau; Îles Salomon; Libéria; Niger; République centrafricaine; Tadjikistan; Tchad; Togo; et Yémen.

5. Les Membres ci-après ont présenté une notification unique au titre de l'article 25.11 et 25.12 de l'Accord: Afghanistan; Angola; Barbade; Belize; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge;

¹ Membre de la SACU

² Membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

³ Membre de l'Union économique eurasiatique (UEE). Toutes les actions en matière de droits compensateurs sont menées dans l'ensemble des pays de l'UEE.

⁴ Membre de la SACU. Toutes les actions en matière de droits compensateurs sont menées dans l'ensemble des pays de la SACU. Les membres de la SACU sont en train d'établir leurs propres autorités chargées des enquêtes, comme l'exige l'Accord de la SACU de 2002.

⁵ Ces Membres ont notifié les mesures définitives en vigueur dans les documents [G/SCM/N/407/PER](#), [G/SCM/N/407/TPKM](#) et [G/SCM/N/407/TUR](#).

Cameroun; Congo; Côte d'Ivoire; Cuba; Dominique; Gabon; Gambie; Géorgie; Guinée; Guyana; Haïti; Hong Kong, Chine; Islande; Kenya; Liechtenstein; Macao, Chine; Malawi; Maldives; Mali; Maurice⁶; Mauritanie; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Népal; Ouganda; Papouasie-Nouvelle-Guinée; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; **Rwanda**; Saint-Kitts-et-Nevis; Sainte-Lucie; Sénégal; Seychelles; Sierra Leone; Sri Lanka; Suriname; Suisse; Tanzanie; Tonga; Vanuatu; et Zambie.⁷

⁶ Veuillez noter que Maurice, qui avait précédemment présenté une notification unique couvrant la période allant jusqu'au 30 juin 2023, a présenté une version révisée de cette notification le 24 juillet 2023, indiquant qu'elle avait établi une autorité compétente.

⁷ Voir la série de documents [G/SCM/N/202/...](#), et le modèle de notification figurant dans le document [G/SCM/129](#).